

Tahon, Marie-Blanche et Corten, André, *L'Italie : Le philosophe et le gendarme : Classe ouvrière, État, Autonomie. Actes du colloque de Montréal* (16 et 17 novembre 1984). Montréal, VLB Éditeur, 1986, 276 p.

Gilles Labelle

Volume 19, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702329ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702329ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, G. (1988). Compte rendu de [Tahon, Marie-Blanche et Corten, André, *L'Italie : Le philosophe et le gendarme : Classe ouvrière, État, Autonomie. Actes du colloque de Montréal* (16 et 17 novembre 1984). Montréal, VLB Éditeur, 1986, 276 p.] *Études internationales*, 19(1), 199–201. <https://doi.org/10.7202/702329ar>

sant le rôle et l'impact potentiel des acteurs nationaux.

Carmen SCHAEFER

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

TAHON, Marie-Blanche et CORTEN, André, *L'Italie: Le philosophe et le gendarme: Classe ouvrière, État, Autonomie*. Actes du colloque de Montréal (16 et 17 novembre 1984). Montréal, VLB Éditeur, 1986, 276p.

Afin d'éviter toute équivoque, il importe d'abord de souligner que l'objet principal de l'ouvrage présenté ici n'est pas l'Italie en tant que telle, mais plutôt le courant de pensée néo-marxiste généralement désigné comme « ouvriérisme italien ». Si quelques-unes des vingt-deux communications rassemblées (et d'abord présentées à un colloque tenu à Montréal en novembre 1984) constituent des réflexions de l'extérieur sur l'évolution de ce courant (par exemple le texte de J.-M. Piotte) ou sur le contexte dans lequel il évoluait à la fin des années '70 (texte de Jacques Lévesque), la plupart des contributions se situent à l'intérieur de la matrice ouvriériste. C'est en quelque sorte un regard critique de l'ouvriérisme sur lui-même qui nous est livré: le lecteur a ainsi droit aux contributions, notamment, de ces chefs de file de l'ouvriérisme italien que sont Franco Berardi dit « Bifo », Sergio Bologna et Toni Negri.

Il serait peut-être pertinent tout d'abord de tenter de résumer très succinctement, à partir des communications de Piotte, Yann Moullet et Franco Piperno, la problématique ouvriériste, afin que le lecteur puisse mieux saisir ensuite le sens du regard critique qui est ici proposé. L'originalité de l'ouvriérisme italien réside d'abord en son audace méthodologique: à l'inverse de ce qui est généralement tenu pour évident dans le marxisme et chez Marx lui-même, ce n'est pas la classe capitaliste qui est présumée posséder l'initiative au sein de la société capitaliste, mais bien la classe ouvrière. Celle-ci, formée dans l'acte de vente de la force de travail, précède la

classe capitaliste historiquement et même plus, par la résistance qu'elle oppose, non pas seulement aux formes de l'oppression capitaliste mais au travail lui-même, est ultimement ce qui explique la constitution de la bourgeoisie en classe et la configuration historique du capitalisme, c'est-à-dire les passages de la manufacture à l'industrie, au taylorisme et aux « nouvelles technologies ». C'est que le prolétariat n'est pas que travail, n'est pas même d'abord travail, mais plutôt simplement capacité de travailler: aussi, une fois conclu l'acte d'achat de cette capacité, il reste à pousser le prolétariat à exécuter le travail, à l'empêcher de refuser, de fuir celui-ci. C'est l'incapacité du capital de maîtriser la subjectivité de la classe ouvrière, d'empêcher le refus du travail de se manifester, qui le pousse, par l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles technologies, à tenter d'enlever toute initiative à la classe ouvrière (et même à tenter d'éliminer purement et simplement celle-ci de la production). L'histoire du capital est ainsi l'histoire de ses efforts pour briser la figure ouvrière instituée, la « composition technique et politique de classe » propre à chaque étape du capitalisme. Mais toute réorganisation du travail amène une « recomposition de classe »: pour Negri par exemple, le capitalisme ayant éliminé l'ouvrier professionnel au profit de l'ouvrier-masse, déqualifié, risque maintenant, dans sa tentative de briser cette dernière figure, de se trouver confronté à une nouvelle figure, peut-être la plus subversive de toutes, l'« ouvrier social » dont une partie réduite de la vie est consacrée au travail. N'est-ce pas justement cet « ouvrier social » que voit naître l'Italie des années '70, avec son économie parallèle, ses millions de travailleurs précaires, ses milliers de jeunes en lutte pour l'autonomie »? André Corten le souligne avec raison dans sa présentation: les thèses véhiculées par l'ouvriérisme italien sont carrément provocantes, voire même scandaleuses.

Une partie des contributions au colloque souligne l'actualité de la méthodologie ouvriériste. Si Harry Cleaver tente de montrer en quoi le reaganisme est une tentative (qui échoue) de surmonter l'État keynésien et la figure ouvrière qui lui correspond, l'ouvrier-

masse, Christian Marazzi, pour sa part, examine les difficultés du système monétaire international et découvre la source de l'instabilité de ce dernier dans les luttes sociales. L'argent n'est plus, contrairement à la perspective dominante chez Marx, un équivalent universel, la traduction de la valeur, du travail abstrait mesuré en temps. La loi de la valeur est en crise et l'argent — tel est le sens des politiques monétaristes — est devenu volonté subjective de l'État et du capital. Les politiques monétaires nationales dépendent donc directement des rapports de classe globaux dans lesquels s'inscrit cette volonté: il en résulte une désarticulation des politiques monétaires, les différents États laissés à eux-mêmes (absence d'un modèle d'accumulation unique sur le plan mondial) étant confrontés à des refus plus ou moins explicites des programmes d'austérité. Le système monétaire, même si l'argent a représenté le langage du capital pendant des siècles, le ce par quoi l'Autre, l'altérité, était ramené à du Même, est donc devenu aujourd'hui « un dispositif de communication des dialectes concrets, les dialectes par lesquels les sujets sociaux veulent modeler leur vie en imposant leurs singularités spécifiques et différentielles. » (p. 162) Une autre partie de l'ouvrage, portant sur la « précarisation du travail et (les) nouvelles pratiques alternatives au Québec », s'inscrit aussi (si on excepte l'intervention de Marc Lesage, plus critique) dans une tentative de mise à jour de l'actualité de la problématique ouvriériste: les pratiques de refus du travail ne sont pas qu'italiennes, mais on les retrouve aussi au Québec, affirment notamment Pierre Desbiens et Robert Deschambault.

Les interventions les plus intéressantes sont peut-être celles où les ouvriéristes questionnent eux-mêmes leur théorie et leur pratique. Le bilan des luttes privilégiées par les ouvriéristes est brutalement énoncé: Bologna n'hésite pas à parler de « défaite subie par le gauchisme italien en 1979 » (p. 63), alors que Negri affirme que « nous avons été battus » (p. 96). L'État et le capital italiens sont en train de se restructurer, après avoir réprimé à l'occasion de la lutte contre le terrorisme et avec la bénédiction du P.C.I., tous les mouvements gauchistes ou subversifs. Bologna, pour

sa part, restitue l'ouvriérisme dans ses diverses manifestations historiques, voulant signifier par là que même les plus graves défaites ne peuvent abolir la mémoire; pour lui aujourd'hui, l'« ouvriérisme politique » doit « reprendre sa fonction de processus de réflexion sur la société, de moyen de communication avec les expériences vivantes qui se déroulent en Europe, de producteur d'imaginaires collectifs. » (p. 68) Negri, dans une « Lettre à Félix Guattari », explique que si l'ouvriérisme a compris que toute révolution ne pouvait être qu'affirmation de la différence contre la totalité, il n'a pas su répondre à la question, « comment être la catastrophe en la construisant, comment être la totalité sans l'être, comment être le contraire destructeur de la totalité capitaliste et étatique sans en subir l'homologie. » (p. 108) C'est à cette question qu'il faut répondre pour « inventer une nouvelle vie » qui ne passe ni par le réformisme étatique (solution du P.C.I.) ou par le terrorisme (qui n'est que l'envers de la violence étatique) (p. 109). Paolo Virno, de son côté, à travers une interrogation sur le phénomène des « repentis », réfléchit sur la politique menée dans les années '70 et conclut également que l'on n'a pensé les luttes différenciées et plurielles que comme prétendant à l'universalité, à la totalité, ce qui explique, devant la force de l'État et la défaite du mouvement, que les gauchistes emprisonnés aient pu en venir à embrasser l'universalité étatique et à se « repentir » de leurs actes. La contribution de Bifo est peut-être la plus pessimiste de toutes: le capitalisme soutient-il, produit de moins en moins d'objets consistants et de plus en plus d'informations, de signaux. Ainsi, « si la marchandise a toujours été constitutionnellement mensonge — déguisement de la valeur sous la forme de choses, simulation d'utilité —, maintenant le mensonge devient, sans plus aucun déguisement, l'unique objet de la production [...] » (p. 120) Le danger se profile donc d'une « société totalement quadrillée par le pouvoir où n'existerait plus de vie intelligente [...], de pensée autonome. » (p. 120) Dans pareil cadre, devant la « dimension totalitaire du social », il importe de viser l'autoconstitution de formes communautaires indépendantes de l'échange universel des marchandises et des signes. » (p. 121)

La restructuration de l'État ne passe pas que par le quadrillage social mais aussi de façon plus traditionnelle, par la répression pure et simple. Il ne s'agit pas là d'un phénomène proprement italien, soulignent dans la dernière partie de l'ouvrage, Gérard Soulier, Félix Guattari et Georges Lebel. C'est par le biais de la répression du terrorisme que se sont certes renforcés les dispositifs répressifs ces dernières années en Europe. Mais explique Soulier, c'est d'abord comme réponse à une crise de la « régulation sociale » (p. 231) que doit se comprendre la répression. Le terrorisme a permis en quelque sorte d'accélérer le processus. Lebel constate ainsi que sans terrorisme, l'État canadien, au nom de la Sécurité nationale, a également considérablement renforcé ses appareils de répression depuis peu. Il ne s'agit pas de faire de tous les États des États totalitaires; simplement, selon Guattari, il faut constater que la liberté n'existe pas comme un bloc, qu'il y a des « degrés de liberté ou mieux (des) coefficients différentiels de liberté » et que ceux-ci sont globalement attaqués depuis la fin des années '70. Contre pareille attaque, il faut, toujours selon Guattari, repenser les conditions des luttes sociales, tenter de penser, comme pour Negri ou Virno, la différence en elle-même de ces luttes, sans les ramener à l'universel.

On pourrait certes adresser telle ou telle critique spécifique à telle ou telle contribution de *L'Italie: le philosophe et le gendarme*; mais étant donné le nombre des textes et le fait qu'ils traitent d'objets assez divers, ce serait là un exercice fastidieux. Tenant compte du fait que la majorité des communications, s'inscrivent dans la matrice ouvriériste, on se contentera de relever que fidèles à celle-ci, les auteurs ont fortement tendance à traiter l'ensemble des rapports de domination dans la société sous le seul angle des rapports capital-travail, ce qui est certes réducteur. Par ailleurs, la critique de l'« universalité » au profit de la « différence », que l'on retrouve chez plusieurs auteurs, si elle désigne un problème capital pour la pensée politique contemporaine, est traitée de façon plutôt superficielle; seul Virno développe vraiment plus en profondeur la question de l'universel mais chez lui

comme chez les autres, on se demande ce que la « différence » veut dire exactement.

Toutefois, au-delà de ces critiques, il faut mentionner que la qualité des textes recueillis ici prouve bien que les défaites politiques peuvent constituer un stimulant à la réflexion, à condition de ne pas se replier sur soi ou sur des dogmes.

Gilles LABELLE

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

LESSARD, Donald R. et WILLIAMSON, John, *Financial Intermediation Beyond the Debt Crisis. Washington, (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », no. 12, September 1985, 132p.*

Dirigé par Fred Bergsten, l'Institut d'Économie Internationale créé à Washington en 1981 a publié un certain nombre de travaux sur l'endettement international. Dans ce nouvel ouvrage, Lessard et Williamson abordent ce thème sous un angle bien particulier: ils cherchent comment on peut maintenir à court terme un flux de capitaux suffisant vers les pays endettés en modifiant à long terme la structure de cet endettement.

Les auteurs s'interrogent d'abord sur le volume des capitaux que peuvent espérer les pays en voie de développement par rapport à ceux dont ils ont besoin. En s'appuyant sur la théorie des deux écarts qui distingue l'insuffisance d'épargne domestique pour financer les investissements et le besoin de réserves pour financer les importations, ils déterminent combien ces pays devraient pouvoir emprunter à l'extérieur dans l'immédiat, afin d'accroître leur production. Ils analysent ensuite quels sont les avantages et les inconvénients de chaque forme de crédit pour les débiteurs comme pour les créanciers. Ils cherchent enfin de quelle façon ces formules pourraient